

Pour une autre Perception du Danger Nucléaire

par Jean-Claude Courdy

Pendant toute l'année 2006, la Corée du Nord et l'Iran ont fait l'objet de pressions, de menaces et de promesses de la part de l'Occident afin que ces deux pays renoncent à poursuivre leur quête de l'arme atomique. Jusqu'à fin 2006, les réactions de Pyongyang et de Téhéran ont été identiques mais depuis le début de 2007, les problématiques des gouvernements concernés divergent à la fois par la réaction de leurs dirigeants et par l'attitude du Conseil de Sécurité à leur égard.

L'année 2006 s'était traduite par une opposition frontale aussi bien de la part des Coréens du Nord que des Iraniens, aux injonctions de la Communauté internationale et aux sanctions proposées ou décidées par le Conseil de Sécurité afin que ne soit pas bafouée la loi internationale acceptée par la majorité des Etats. En l'occurrence, le seul cadre possible de toute négociation ne pouvait être que le Traité de Non Prolifération nucléaire signé en 1968 par 188 pays dont l'Iran et les deux Corée. En revanche, ni l'Iran, ni la Corée du Nord n'avaient honoré le protocole additionnel permettant aux inspecteurs de l'AIEA d'effectuer des contrôles même inopinés, de leurs activités nucléaires.

La crise provoquée par la Corée du Nord avait débuté à l'automne 2002 avec le refus du régime communiste de Pyongyang de soumettre son arsenal nucléaire aux inspections de l'Agence internationale pour l'énergie atomique dont le siège est à Vienne et l'expulsion des inspecteurs de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique). La crise avait pris de l'ampleur en Janvier 2003, après le retrait de la Corée du Nord, du traité de non prolifération et la reprise par les Nord Coréens de leur programme nucléaire militaire.

En ce qui concerne l'Iran, la crise couvait depuis qu'un groupe d'opposants iraniens avait révélé pendant l'été 2002, que l'Iran construisait à Natanz au sud de Téhéran une centrale destinée à l'enrichissement de l'uranium tandis qu'en 2003, les Iraniens mettaient en service des activités d'enrichissement dans leur centrale d'Ispahan. Cela n'empêchait pas l'Iran de signer le 18 décembre 2003, le protocole additionnel au TNP (Traité de Non Prolifération) autorisant le renforcement des inspections de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique). La Communauté internationale prenait aussitôt des dispositions pour engager avec la Corée du Nord et l'Iran une négociation diplomatique destinée à permettre à ces pays de poursuivre un équipement atomique mais à de seules fins pacifiques.

Côté Corée du Nord, la Chine mettait en place une structure composée de cinq pays concernés par la menace que pouvait représenter la Corée du Nord et convoquait à Pékin la conférence dite des Six : Chine, Russie, Etats-Unis, Japon, Corée du Sud et Corée du Nord. Plusieurs fois ajournée, la conférence paraissait vouée à l'échec, d'autant plus que Pyongyang avait multiplié les gestes d'hostilité à l'égard des pays engagés dans le dialogue. L'année 2006 s'était avérée particulièrement critique avec le lancement de missiles de moyenne et longue portée au dessus du Pacifique, puis un essai atomique souterrain avec une annonce à grand fracas de l'irruption de la Corée du Nord dans le club atomique. Le leader communiste exigeait un accord bilatéral avec les Etats-Unis. Finalement, le 13 février 2007, la diplomatie avait eu le dernier mot et un accord extrêmement avantageux pour Pyongyang avait été signé par les six. Sur le fond, il importait pour Pyongyang d'obtenir des Etats-Unis la levée des sanctions financières et en particulier le gel des avoirs Nord Coréens déposés dans une banque chinoise de Macao. En échange, les communistes Nord Coréens s'engageaient à arrêter leur laboratoire de plutonium et leur réacteur nucléaire de Yongbyon. Mais à peine le traité signé, Kim Jong Il faisait savoir qu'il attendait la levée des sanctions américaines pour se plier aux exigences de l'accord du 13 février. Le directeur de l'AIEA, M. El Baradei n'était lui-même pas certain que ses inspecteurs pourraient revenir à Yongbyon dont ils avaient été chassés en 2002.

La problématique iranienne se présente aujourd'hui différemment. Les interlocuteurs pour les Iraniens parlaient au nom de l'Union Européenne, à la suite de plusieurs visites à Téhéran de M. Xavier Solana chargé par Bruxelles des affaires extérieures. Le groupe dit UE 3 comprenant la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne avaient soumis à l'Iran une demande solennelle du

Parlement Européen de « rétablir et de maintenir la suspension complète de toutes les activités liées à l'enrichissement... de coopérer avec l'AIEA...de reconsidérer la construction d'un réacteur de recherche modéré par eau lourde, de ratifier rapidement et d'appliquer totalement le protocole additionnel au TNP, ces mesures étant à même de rétablir la confiance dans le caractère exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien... »

Cette résolution du Parlement Européen du 13 octobre 2005 n'a reçu pour toute réponse que des déclarations incendiaires du Président Ahmadinejad. Le 15 mars 2007, la mission iranienne aux Nations Unies écrivait au Président du Conseil de Sécurité pour demander officiellement que le Président Ahmadinejad puisse prendre la parole pendant le débat sur le projet de résolution imposant à l'Iran de nouvelles sanctions. Auparavant, Mahmoud Ahmadinejad avait jugé une nouvelle fois que le Conseil de sécurité était illégitime et que toutes nouvelles sanctions contre son pays ne feraient que l'encourager encore plus à développer sa technologie nucléaire. L'annonce du projet de résolution comportait en effet une nouvelle série de sanctions contre l'Iran. Ahmadinejad avait déclaré : « ces menaces n'auront pas une once d'effet sur la forte détermination de la nation iranienne »...Vous ne pouvez pas forcer la nation iranienne à reculer sur son programme nucléaire ... » Au cours d'une autre réunion, il avait ajouté : « Si vous vous réunissez tous et invitez vos ancêtres à venir de l'enfer, vous n'arrêterez pas la nation iranienne... »

Alors que les experts ont estimé que la menace Nord Coréenne était réelle et immédiate, il n'en va pas de même pour l'Iran dont les capacités nucléaires en terme militaire ne seraient effectives que dans un délai minimum de cinq ans. Cela expliquerait l'attitude temporisatrice des Etats-Unis.

Les Iraniens n'acceptent pas la position subalterne qu'implique la discrimination de fait entre les EDAN (Etats dotés d'armement nucléaire) et les ENDAN (Etats non dotés de l'armement nucléaire) et ce d'autant plus que l'Inde, le Pakistan et surtout Israël se sont affranchis de toutes les contraintes internationales liées au TNP.

La clé de cet imbroglio nucléaire est détenue par Washington pour qui l'Etat communiste de Pyongyang ne fait pas partie des priorités internationales.

En revanche, la situation de l'Iran préoccupe l'administration Bush. Le régime Chiite des Mollahs de Téhéran interfère dans toutes les tensions du Proche-Orient. Qu'il s'agisse de l'Irak, du Liban ou de la question palestinienne, le gouvernement d'Ahmadinejad est en train de devenir un interlocuteur incontournable que Washington s'efforce par tous les moyens d'éliminer du jeu. De ce point de vue, l'attitude de l'Europe à travers les négociations menées par le groupe dit UE + 3 (Allemagne, Grande Bretagne et France) apparaît beaucoup plus réaliste. Mais la marge de manœuvre européenne reste étroite dans la mesure où les Edan (Etats dotés de l'armement nucléaire) refusent sous la pression des Etats-Unis de s'engager à ne pas utiliser l'arme nucléaire contre les Endan (Etats non dotés de l'armement nucléaire). Une telle concession instamment demandée, notamment par l'Egypte, pourrait inciter des pays comme la Syrie ou même l'Iran à accepter de jouer les bons offices dans les principaux conflits. L'attitude intransigeante d'Israël qui vient de refuser de reconnaître le nouveau gouvernement palestinien d'union nationale, la crise politique interne du gouvernement de Ehud Olmert, les imprécisions des palestiniens quant à la formulation d'une reconnaissance effective de l'Etat Juif posée en préalable de tout dialogue par le gouvernement israélien, ne constituent pas des signaux encourageants en vue d'un début de solution.

En ce qui concerne la Corée du Nord, si la méfiance est de règle, les Américains viennent cependant de consentir un geste à l'égard de Pyongyang en débloquant les vingt cinq millions de dollars déposés par les communistes dans une banque chinoise à Macao. Sauf nouvelle exigence de Pyongyang, rien ne s'opposerait plus à la fermeture de la centrale de Yongbyong. Le Proche-Orient et l'Extrême-Orient sont pour longtemps encore des foyers d'instabilité que les erreurs américaines, voire européennes autant que les divisions ethniques ou religieuses des pays de la région contribuent à maintenir en équilibre précaire. Aucun augure sensé ne prévoit pour cela une catastrophe atomique. On peut seulement espérer que la dissuasion négative qui a cours aujourd'hui, se transformera dans un proche avenir en dissuasion positive.

Jean-Claude Courdy